



COMMUNIQUE DE PRESSE CGT ENERGIES BEARN BIGORRE

Les électriciens et gaziers du Béarn et de la Bigorre se mobilisent les 25, 26 janvier pour l'avenir de tous.

Pour l'avenir des entreprises de l'énergie et de son modèle industriel qui a fait ses preuves par le passé avant un déclin désastreux depuis la mise sur le marché de l'énergie.

Pour porter un service public de l'énergie qui répond aux besoins de la population, en offrant des prestations de qualité au juste prix. Aujourd'hui, plus les services diminuent, plus les factures des usagers augmentent.

Pour la revalorisation de salaires et des pensions dans l'énergie. En plus d'avoir été un modèle industriel, ces entreprises ont été un modèle social mais là encore et malgré la diminution des emplois, du gel des salaires, la facture des usagers ne diminue pas.

Tous ces sujets sont étroitement liés par un seul et unique point commun :

L'appétit sans fin du capital.

Les électriciens et gaziers n'ont de cesse de se battre contre le démantèlement des entreprises de la branche des Industries Electriques et Gazières et l'ouverture du capital des différentes entités qui la compose. Les différents projets de réorganisation de ces entreprises n'ont qu'un seul but, qu'une seule raison, rémunérer toujours plus leurs actionnaires sur le dos des usagers et des salariés.

Plusieurs projets concrets sur le Béarn et la Bigorre sont en cours pour tenter encore de faire des économies et remonter toujours plus aux actionnaires comme :

- La fermeture d'un plateau d'accueil téléphonique commerce d'EDF à Pau ;
- L'externalisation d'activités d'ENEDIS entraînant une diminution des effectifs statutaires ;
- La suppression de l'équipe d'astreinte urgence gaz de GRDF ENGIE à Bagnères de Bigorre ;
- La fusion de sites de production de la SHEM ENGIE dans les Hautes-Pyrénées.

Ces projets, outre la suppression d'emplois directs, le déplacement de familles d'électriciens et gaziers entraîneront des conséquences néfastes sur la sûreté des biens et des personnes. En effet, les délais d'interventions seront rallongés en cas d'urgence gaz ou en cas de soucis sur les barrages hydro-électrique. Il est important de rappeler que l'Etat et les communes ont attribué à ces entreprises, des concessions d'exploitation en contrepartie de missions de service public. La sécurité de nos concitoyens ne devrait pas pouvoir être une source d'économies.

Les prix de l'énergie sont à des niveaux exorbitants et ils ne sont le résultat que de l'ouverture à la concurrence. Ce sont les usagers, leurs clients, la population qui paient les factures lourdes pour les ménages. Que dire des annonces gouvernementales récente sur la spoliation de la production d'EDF pour tenter de sauver des promesses électorales à quelques semaines des Présidentielles. Nos gouvernants ne pensent plus pour le bien commun, pour l'avenir, ils ne sont que dans des solutions d'immédiatetés qui ne profiteront qu'à leurs mandants..., leurs partenaires financiers...

Dans le même temps et depuis 10 ans, les salaires des électriciens et gaziers stagne et ne suivent pas l'inflation des prix. Pour exemple, les premiers salaires de la convention collective des salariés de l'énergie sont en dessous du SMIC.

Il est temps d'agir pour faire baisser les factures, pour répondre aux besoins en énergie, de réinvestir dans les outils de production, propriété de la Nation, d'avoir une véritable politique à long terme pour l'énergie et de revaloriser les salaires et pensions de celles et ceux qui œuvrent jour et nuit, été comme hiver pour maintenir le réseau électrique en fonctionnement au service de la population.

En termes de projets ambitieux pour la souveraineté énergétique du pays, la FNME CGT porte son Programme Progressiste de l'Énergie qui propose entre autres la sortie du marché de l'électricité et du gaz avec la création d'un pôle public de l'énergie pour répondre à l'intérêt économique du pays et faire que les usagers paient le moins cher possible leurs factures d'énergies.

La FNME CGT estime que le Programme Progressiste de l'Énergie est la véritable réponse aux besoins de nos concitoyens et de la Nation. Les richesses existent, il suffit de les redistribuer au plus grand nombre.

Quand tout sera privé, on sera privé de tout.

Vous trouverez ci-dessous le lien pour signer la nouvelle pétition en ligne concernant l'augmentation du volume d'ARENH et de la destruction programmée du Service Public de l'électricité et d'EDF.

Cette pétition contient de nombreuses explications techniques et un historique de la libéralisation du système électrique français : <https://energie-publique.fr/>



Le gouvernement fait le choix de tuer EDF !

Ce jeudi 13 janvier, à la télévision, la Ministre de l'Ecologie et de la Transition écologique faisait l'apologie du libéralisme dans cette phrase incroyable : « Nous allons demander à EDF d'augmenter le volume d'électricité bon marché qu'ils vendent à leurs concurrents ».

Confirmé par un communiqué qui ne prend pas la peine de citer EDF, le ministère de Madame POMPILI a annoncé que le volume de l'ARENh (Part de production nucléaire réservée aux fournisseurs concurrents) est relevé à 120TWh pour quelques euros de plus. C'est une nouvelle étape de la spoliation d'EDF au profit de la concurrence puisque désormais c'est 40% de la production nucléaire d'électricité qui doit être bradée - en solde permanente - à la concurrence ! Les salariés d'EDF apprécieront de travailler et produire 40% de l'électricité pour contribuer aux dividendes de leurs concurrents et implicitement tuer leur propre entreprise tout comme le service public de l'électricité.

Cette mesure insensée et illusoire pour maîtriser sur le long terme la flambée des prix structurelle - le marché n'ayant pas incité « la concurrence » à construire massivement les moyens de production - va amputer les comptes d'EDF de près de 8Md€. En effet, alors que les positions d'EDF sur les marchés sont fermées, on va obliger l'opérateur de service public à aller acheter à des prix stratosphériques (à plus de 300€/MWh) une marchandise qu'il revendra à 46,2€. D'ailleurs en a-t-il le droit ?

Cette parade catastrophique renforce l'existence du marché qui est pourtant la cause de l'explosion des factures imposée aux usagers !

Dans le même temps, le gouvernement demande également à l'électricien de racheter GE Steam pour gommer la boulette de l'actuel Président de la République, alors Ministre de l'Economie du gouvernement précédent, qui avait bradé un savoir-faire industriel français unique perdant ainsi l'indépendance énergétique nucléaire.

D'un outil opérationnel public au service de l'intérêt général pour appliquer les politiques énergétiques et mener une politique industrielle, EDF est maintenant un outil financier pour corriger les effets néfastes du système capitaliste devenu fou et jouant avec ce bien de première nécessité contre les citoyens.

L'électricité demande une planification des investissements sur le long terme car nos outils de production vieillissent. Des fermetures politiques sont imposées (Fessenheim, Gardanne, Lucy, Cordemais, ...) sans que les remplacements ou reconversions soient engagés sereinement avec continuité et effets de palier nécessaires à la maîtrise économique, technique et de maintenance. Aujourd'hui le parc de production français n'a plus aucune marge, nous vivons d'importations.

Pourtant, tout découle d'un calcul du tarif règlementé « par empilement » imaginé par la CRE qui a participé à la mise en place de l'ARENh. Ce calcul aboutit à une augmentation en février 2022 de plus de 35%. L'abaissement des taxes demandé depuis des années par la FNME-CGT y suffirait à peine et pourtant cet abaissement a été réduit à un strict minimum, la TVA n'étant pas remise en cause.

La FNME-CGT considère que CRE qui est composée majoritairement de membres aux parcours « très privés » (principalement réalisés chez les fournisseurs alternatifs) est dangereuse car elle est devenue la meilleure représentante de la Direction Générale de la Concurrence de l'Union Européenne. Bruxelles refuse d'admettre que le marché est un échec, voir un danger, et que l'augmentation inéluctable des prix met à mal les objectifs de la nécessaire transition énergétique pour tous mais aussi des innovations indispensables à cette transition (production d'hydrogène par exemple).

Que ce soit pour les citoyens ou pour les industriels, ce système de fonctionne pas. La FNME-CGT

rappelle que notre système péréqué avait jusqu'en 2004 proposé un tarif qui jamais n'avait dépassé l'inflation. Les chèques Energie distribués aujourd'hui comme une aumône aux plus démunis d'entre nous servent en réalité à garantir un paiement aux fournisseurs. Personne n'a désormais les moyens de contrer les effets néfastes dans ce cadre-là ! Ce marché qui appauvri l'amont (les producteurs) et l'aval (les usagers) doit être réduit aux échanges transfrontaliers d'énergie par solidarité aux autres pays. La FNME-CGT remet donc en cause le calcul du TRVE qui prend en compte trop largement des éléments de marchés finalement pour que les fournisseurs alternatifs puissent concurrencer le principal producteur du service public qu'est EDF in fine garant de l'équilibre physique du réseau.

La FNME-CGT dénonce ce marché de l'électricité qui se sert de l'opérateur public pour assumer les risques de marché alors qu'il est le seul à assumer les risques industriels depuis 10 ans, laissant agents et outils de travail dans un état indigne d'une société soucieuse du service public et de la transition énergétique.

La FNME-CGT s'insurge contre le système et le fonctionnement des diverses instances de la CRE au Conseil Supérieur de l'Énergie jusqu'aux groupes de travail de la Stratégie Française Énergie Climat qui incitent les entreprises privées à faire un lobbying en piochant en permanence dans le portefeuille des usagers par le biais de financement publics dont aucun fruit n'est récolté.

Pour la FNME-CGT, comme nous le portons dans notre Programme Progressiste de l'Énergie, seule la sortie du marché de l'électricité et le retour au monopole public par la nationalisation d'EDF - qui ne coûterait que 5 Md€ à l'Etat - doivent être imposés pour répondre aux besoins et à l'intérêt économique de tout le pays.

La FNME-CGT qui appelait déjà à une grève reconductible à compter de ce 25 janvier sur les salaires et les pensions des énergéticiens, déclare que ces annonces renforceront la colère des agents qui voient leur avenir s'assombrir. C'est une perte indéniable de leur sens au travail.

Le gouvernement, déjà bien acteur de la disette salariale, prendra les responsabilités de ses décisions de destruction du service public de l'énergie et assumera pleinement les impacts à court terme de la lutte des travailleurs et retraités qui ne laisseront jamais la Macronie tuer EDF. Les agents ont su repousser Hercule, ils sauront repousser MACRON, CASTEX, LEMAIRE, POMPILI et leur politique énergétique !

INTERLOCUTEURS :

Karine GRANGER – 06.66.31.49.90

Philippe PAGE – 06.47.76.16.81

Fabrice COUDOUR – 06.83.25.88.39

Contact Presse
Sophie CAVAGNA
06 81 07 72 93
scavagna@fnme-cgt.fr

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT
263 rue de Paris 93516
Montreuil Cedex
Tel.: 01 55 82 78 00

#Fédérer les Énergies